HERVÉ MARSEILLE, JEAN-CLAUDE LUCHE, NADIA SOLLOGOUB, DENISE SAINT-PÉ

«Ordre du jour réservé au groupe Union Centriste : Débat en séance publique sur la politique énergétique de la France et sur la place d'EDF»

11/12/2019

Le président du groupe UC et sénateur des Hauts-de-Seine **Hervé MARSEILLE**, a rappelé dans son propos introductif que « ***face à la crise des gilets jaunes et aux demandes en matière de pouvoir d'achat, le Premier ministre annonçait décembre dernier le gel des tarifs de l'électricité et du gaz jusqu'en mai 2019. Ceci n'a pas empêché une hausse en juin 2019, la plus forte depuis la libéralisation du marché en 2007***. » Ainsi, il s'agissait d'interroger la Ministre Élisabeth Borne sur la politique des prix de l'énergie et particulièrement de l'électricité relativement à la mauvaise santé financière d'EDF dont l'État détient 83% des parts.

Le président **MARSEILLE** a aussi interrogé le gouvernement sur sa politique nucléaire peu lisible. En effet, des déclarations contradictoires du Président de la république et du PDG d'EDF sur la fermeture et la construction de réacteurs nucléaires ne sont pas rassurantes et nécessitent d'être clarifiées. Le nucléaire est un enjeu majeur de la politique énergétique française puisque, comme le rappelle **Hervé MARSEILLE**, « *la France produit presque trois-quarts de sa production d'électricité grâce au nucléaire. L'énergie d'origine nucléaire nous permet par ailleurs de produire peu de gaz à effet de serre, et nous estimons qu'il est important de conserver notre spécificité pour remplir les objectifs fixés dans l'Accord de Paris.* »

Lors des questions qui ont alimenté le débat en séance publique, la sénatrice des Pyrénées-Atlantiques **Denise SAINT-PÉ** a mis en garde la Ministre sur une éventuelle entrée en bourse d'ENEDIS - la filiale de distribution d'électricité d'EDF : « *Il apparaît indispensable que les droits patrimoniaux des Autorités Organisatrices de la Distribution d'Électricité soient intégralement préservés, car leurs réseaux constituent des biens publics, communs à tous les Français. Il serait peu avisé d'en faire des gages d'opération boursières.* »

Denise SAINT-PÉ et **Jean-Claude LUCHE**, sénateur de l'Aveyron, ont interpellé la Ministre sur des problématiques régionales, notamment sur le renouvellement de concessions hydroélectriques en Pyrénées-Atlantiques et sur la concurrence entre la politique Bruxelloise en matière d'énergie et la stratégie hydroélectrique d'EDF qui inquiète les habitants de l'Aveyron.

La sénatrice de la Nièvre **Nadia SOLLOGOUB** a quant à elle conclut le débat, en dénonçant notamment la stratégie du gouvernement dont les priorités se portent davantage sur les enjeux économiques que sur les enjeux environnementaux, ce qui est, selon elle, inacceptable dans un contexte d'urgence climatique. Elle invite donc le gouvernement à réfléchir sur la constitution d'un « ***mix énergétique cohérent qui doit se faire sur des bases stables dans la durée.*** »

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Contact presse : Frédérique HENRY / Camille LOUIS
01 42 34 21 18 / 01 42 34 30 58 - communication@uc.senat.fr
Internet : www.udi-uc-senat.fr
Twitter : @UC_Senat
Facebook : SenateursUDIUC